

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE
note de conjoncture / mars 2003

NB : ne sont présentés ici que les aspects économiques des problèmes d'actualité. Le jugement économique n'est qu'une composante du jugement global porté sur une question...

La guerre en Irak et ses conséquences économiques

Conséquences générales, coût (combien, qui le supportera). Les Etats-Unis nous refont le coup de la relance keynésienne par le budget militaire (comme Reagan dans les années 1980). A court terme, en tous cas, il est probable que la guerre n'aura pas de conséquence économiques sévères au niveau global (sauf pour le transport aérien et dans une moindre mesure le tourisme de longue distance).

En revanche, la guerre en Irak pose deux ensembles de questions plus précises qui relèvent de l'économie politique :

1 . Question du pétrole et de son prix.

Dilemme des Verts :

- il faudrait une baisse du prix du pétrole pour relancer l'activité (le pétrole est un prélèvement sur la richesse des pays riches)
- mais on peut souhaiter, en tant qu'écologiste, qu'il reste élevé, pour à la fois dissuader son utilisation et rendre rentables d'autres sources d'énergie primaire.

C'est un point fondamental sur lequel on devrait entendre les Verts un peu plus (à l'occasion du débat sur la politique énergétique de la France, la guerre est une opportunité pour dénoncer la dépendance au pétrole).

Il y a une façon simple de concilier les deux exigences : être moins dépendants du pétrole.

Quelques chiffres (voir fichier Excel). Qui sont les pays européens les plus/moins dépendants du pétrole ? La France est dépendante à 37% du pétrole pour sa consommation d'énergie, et le pétrole et ses dérivés représentent environ 6-7 % des importations de biens (chiffres 2001, BP et DREE). Il y a une relation globalement négative entre la part du pétrole dans la consommation d'énergie et le différentiel de croissance entre 2002 et 2001 (même chose pour 2003 -2002). C'est une vérité de La Palisse mais qu'il est bon de garder à l'esprit: les pays qui sont le plus dépendants du pétrole ont le plus souffert de la hausse de son prix. Normal, puisque pour tout importateur net de pétrole, le pétrole est un prélèvement sur la richesse créée par le pays, en faveur des pays pétroliers. Etre moins dépendant signifie favoriser l'émergence de sources alternatives renouvelable ou non (la France est très à la traîne s'agissant du gaz). Mais surtout de limiter la croissance de la consommation en taxant les produits polluants (c'est le moment de le rappeler).

2. Les conséquences économiques de la politique française: la France a-t-elle les moyens de sa position ?

Problème tel que présenté par les médias et une partie de PUMP : la position de la France va détériorer ces relations, en particulier économiques, avec les Etats-Unis, ce qui nuira aux entreprises françaises (en termes à la fois d'exportation vers les Etats-Unis et de grands contrats d'investissement, en particulier en Irak).

Il est très important de ne pas laisser le terrain du raisonnement économiques à nos adversaires politiques, afin d'éviter qu'une partie croissante de la population se dise que, finalement, “ être contre la guerre, c'est bien gentil, mais ça va détruire des emplois ”. Politiquement, il ne s'agit évidemment pas de voler au secours des TotalFinaElf et autres multinationales susceptibles de devenir des “ victimes ” de la position de la France, mais plutôt d'éviter que nos adversaires politiques s'emparent de l'argument économique pour critiquer la position de la France. Dans une conjoncture difficile, l'argument pourrait porter.

Les faits : pour l'instant, ça se limite à quelques vendeurs par internet de fromages ou vins français (un seul exemple donné dans les médias). Sodexho Alliance, le groupe de service de restauration, aurait vu on contrat de 1 Mds de dollars annulé par l'armée américaine. Le groupe a immédiatement démenti l'information. Le restaurant du Congrès américain a rebaptisé les “ French fries ” en “ freedom fries ” (mais de toutes façons, les frites ne sont pas importées de France ...).

Rappel de quelques chiffres: les Etats-Unis absorbent chaque année environ 9 % des exportations françaises de marchandises. Les biens de consommation et les biens agro-alimentaires ne représentent que 20% de ces 9%, soit moins de 2% des exportations françaises de marchandises; les investissements directs français en Afrique et au Moyen Orient représentent environ 2% des IDE français à l'étranger, c'est dire si l'Irak compte peu... ; les investissements directs américains en France ont représenté environ 20% des IDE vers la France (chiffre plus élevé que pour les exportations mais les IDE n'impliquent pas le consommateur américain et sont donc moins vulnérables à la dégradation des relations franco-américaine) au milieu des années 1990, mais ce chiffre a considérablement diminué ensuite;

Donc même si tous ces débouchés sont perdus, ça n'est pas un drame économique. Mais ces débouchés soit ne seront pas perdus, soit seront remplacés par d'autres :

- au moment du déclenchement du conflit, les sondages montraient 50% des Américains opposés à la guerre sans l'aval de l'ONU. Dans la population américaine, une forte minorité est francophile et pourrait consommer français par conviction;
- les tentatives d'institutionnalisation du boycott émanent d'éléments isolés du parti républicain, dont le rôle dans la politique extérieure américaine est plus de menacer que de sanctionner. D'ailleurs, des sanctions économiques commerciales impliqueraient une renégociation des accords commerciaux UE-Etats Unis ; en Europe, l'opinion publique soutient la position française, et il y a toutes les raisons de croire que les effets économiques y seront positifs ; même chose dans le monde arabe et musulman (le Français est de plus en plus la langue étrangère choisie par les élèves de ces pays).

La France a donc les moyens économiques de sa politique étrangère.

La conjoncture économique et sociale dans la zone euro

1. Plans sociaux

Dilemme (NB : toujours un dilemme pour les Verts quand on parle de conjoncture puisque les solutions proposées sont des solutions de long terme) : pour amortir le choc, il faudra recourir à des instruments qui violent les principes des Verts, puisqu'ils ont par définition comme objectif de maximiser la croissance économique (on est moins regardant en période de crise sur les dégâts causés par la croissance).

Insister sur le traitement pénal de l'insécurité sociale.

Le point sur les mesures du gouvernement.

2. Réforme des institutions économiques européennes

Politique budgétaire

Pacte de stabilité (pour que les 1 ne soient plus comptés) ; l'public est la première victime des politiques extrémistes de réduction des déficits (baisse continue de 4% du PIB en 1970 à 2,5% en 2002). Et en France ? La réforme du pacte de stabilité devra tourner autour de cette idée qu'un investissement public soutenu ne doit pas être pénalisé.

Exemple de l'Angleterre : règle d'or adoptée par Blair, selon laquelle le solde public courant (hors investissement public) doit être équilibré sur la durée d'un cycle économique, ce qui permet de mener une politique budgétaire souple prenant en compte les impératifs de long terme.

La mauvaise passe économique de l'Allemagne devrait la rendre plus ouverte à une renégociation du pacte de stabilité, son bébé. De même que les négociations sur une éventuelle entrée britannique dans l'euro.

Situation US : augmentation massive des déficits (clin d'œil : avec tout cet argent, on aurait pu faire beaucoup de chose ; chercher les rapports de l'ONU sur l'eau potable, la pauvreté, etc.).

Politique monétaire

Réforme de la BCE ; expériences étrangères (GB, US)

La Banque d'Angleterre est indépendante, mais ne dispose que de l'autonomie de moyens. C'est le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre des finances, qui fixe la cible d'inflation, ce qui revient en dernière instance à décider du caractère accommodant ou pas de la politique monétaire. Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale doit intégrer deux objectifs (stabilité des prix et inflation), et doit s'exprimer régulièrement devant le Congrès dans des conditions qui feraient pâlir d'angoisse Wim Duisenberg...

Reprendre le rapport d'Artus et Wyplocz sur la réforme de la BCE.

Exportations de marchandises vers les Etats-Unis (m, hors militaire)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Total	13496	16805	20124	21609	27983	28543
dont:						
agroalimentaire	1202	1520	1703	1989	2159	2128
industrie	11756	14687	17817	18864	24436	25163
biens d'équipement	5130	6615	8890	9493	13159	13168
biens de consommation	1619	2071	2185	2548	3442	4158
% biens conso + agroalim	20.90	21.37	19.32	21.00	20.02	22.02
Total monde (fab, y compris mat militaire)				284000	324800	329000
% USA				7.61	8.62	8.68

CONSOMMATION D'ENERGIE EN EUROPE PAR TYPE DE SOURCE

En % du total

	Oil	Natural Gas	Coal	Nuclear Energy	Hydro electric	Total
Portugal	63.6	9.6	15.1	0.0	12.1	100
Greece	62.4	5.8	30.5	0.0	1.6	100
Republic of Ireland	59.6	24.7	14.4	0.0	1.4	100
Spain	54.0	12.2	14.5	10.7	8.6	100
Denmark	53.4	24.3	22.2	0.0	0.0	100
Italy	52.4	32.7	7.8	0.0	7.1	100
Belgium & Luxembourg	50.5	20.7	11.1	16.7	0.9	100
Netherlands	49.5	39.8	9.5	1.0	0.0	100
Turkey	43.3	19.9	29.1	0.0	7.7	100
Switzerland	41.7	8.0	0.3	19.4	30.9	100
Other Europe	40.9	13.4	25.8	2.9	17.3	100
Total Europe	40.1	22.3	18.2	11.9	7.5	100
Finland	39.9	14.1	14.8	19.8	11.4	100
Germany	39.3	22.3	25.2	11.5	1.7	100
Austria	39.2	20.9	8.5	0.0	31.0	100
France	37.4	14.3	4.3	37.0	7.1	100
Iceland	36.0	0.0	4.0	0.0	60.0	100
United Kingdom	34.0	38.3	18.0	9.1	0.7	100
Sweden	29.7	1.3	3.8	31.2	34.0	100
Hungary	28.5	44.8	13.0	13.4	0.0	100
Rornania	26.4	41.4	20.2	3.1	8.9	100
Bulgarla	25.3	12.6	33.5	24.7	4.4	100
Norway	23.3	9.6	1.4	0.0	65.7	100
Poland	21.7	11.6	65.6	0.0	1.1	100
Czech Republic	20.0	19.2	51.2	7.9	1.4	100
Slovakia	17.8	35.1	21.5	20.4	5.8	100

Source: BP statistical review of world energy

	Oil share	Growth differential 2002-2001	Growth differential 2003-2002
Portugal	63.6	-1.25	1.11
Greece	62.4	-0.53	0.30
Republic of Ireland	59.6	-2.34	-0.02
Spain	54.0	-0.85	0.67
Denmark	53.4	0.52	0.49
Italy	52.4	-1.52	1.22
Belgium & Luxembourg	50.5	-0.09	1.36
Netherlands	49.5	-1.16	1.51
Switzerland	41.7	-1.07	1.58
Finland	39.9	0.93	1.60
Germany	39.3	-0.22	1.15
Austria	39.2	-0.24	1.19
France	37.4	-0.76	0.82
Iceland	36.0	-3.71	1.69
United Kingdom	34.0	-0.45	0.73
Sweden	29.7	0.5	0.80
Hungary	28.5	-0.75	1.01
Norway	23.3	0.53	-0.42
Poland	21.7	0.19	1.38
Czech Republic	20.0	-0.74	0.82
Slovakia	17.8	0.99	-0.54
		-0.572380952	